

# ÉDITION SPÉCIALE

de l'Union Démocratique du Centre • www.udc.ch • édition janvier 2014



**Criminalité en hausse 11**

**L'immigration sans limite est devenue culturellement ingérable.**



**Pression sur les salaires 5**

**Les plus de 50 ans et les jeunes sont menacés sur le marché du travail.**



**Stopper le bétonnage 9**

**Chaque seconde 1,1m<sup>2</sup> de terre est bétonné en Suisse. C'est trop.**



## Le sens de la mesure, aussi dans l'immigration !

Savoir garder le sens de la mesure est une excellente règle de vie. Car la démesure conduit tôt ou tard au désastre. Ce constat vaut aussi pour la politique d'immigration. Une immigration raisonnable de travailleurs étrangers est utile à tout le pays. Les entreprises suisses peuvent ainsi combler les lacunes dans leurs effectifs et faire venir des spécialistes. En revanche, un afflux incontrôlé d'étrangers est nuisible à tous. Il mine les bases de notre succès, de notre qualité de vie et de notre culture.

Depuis 2007, on compte chaque année en Suisse 80 000 immigrants de plus que d'émigrants. Ce solde migratoire correspond à une croissance démographique annuelle de l'ordre de la population de la ville de Lucerne.

Tous les deux ans, le nombre d'habitants de la Suisse s'est donc accru de l'équivalent de la ville de Genève. La Suisse compte plus de 8 millions d'habitants depuis 2012. Si ce développement se poursuit, le seuil des 10 millions sera franchi dans 20 ans.

**Depuis 2008, la Suisse compte plus de huit millions d'habitants**

Les conséquences de ce développement inquiétant sont perceptibles dès à présent: augmentation du chômage (avec un taux de chômage de plus de 8% chez les étrangers), trains bondés, bouchons sur les routes, hausse des loyers et des prix des terrains, perte de terres cultivables qui se font rares, pression sur les salaires, criminalité étrangère, abus dans le droit d'asile, changement de mentalité dans

les directions des entreprises, forte proportion d'étrangers vivant de l'assistance et d'autres institutions sociales. Ainsi, la barre des huit millions d'habitants a été franchie en 2008 et celle des dix millions d'habitants sera franchie dans 20 ans si nous n'avons pas le bon sens de tirer le frein à main.

**L'initiative contre l'immigration de masse: une proposition raisonnable**

L'initiative populaire «contre l'immigration de masse», qui sera soumise

au vote populaire le 9 février 2014, vise une immigration mesurée. Elle redonne à la Suisse les moyens de mener une politique démographique indépendante et raisonnable.

Voilà la seule manière pour la Suisse de poursuivre sur la voie du succès tout en travaillant avec des étrangers. En disant OUI à l'initiative populaire «contre l'immigration de masse», les citoyennes et citoyens suisses garantiront ainsi un avenir meilleur à leur pays.

### Commentaire:



### Pourquoi une «Edition spéciale» ?

Cela fait des années que les élus politiques, les autorités, l'économie et les médias n'ont plus «informé» de manière aussi unilatérale et trompeuse qu'aujourd'hui sur la problématique de l'immigration. La propagande l'emporte sur l'objectivité. Les effets positifs de l'immigration, qui existent effectivement, sont exagérés alors que les conséquences négatives sont systématiquement passées sous silence.

Suite à la page 2



Céline Amaudruz, conseillère nationale, Puplinge (GE)

« De plus en plus de pays membres de l'UE comprennent que la libre circulation des personnes crée trop de problèmes. Des millions d'Européens cherchent du travail, un revenu et la sécurité sociale en dehors de leur patrie. Bientôt la Croatie s'ajoutera à la liste comme premier pays des Balkans. Plusieurs Etats, comme par exemple la Grande-Bretagne, cherchent de nouvelles voies permettant de restreindre la libre circulation des personnes. »



## Commentaire :

Suite de la page 1

Quant aux «déclarations officielles» rabâchées depuis quelque temps, elles témoignent surtout de la perte du sens des réalités des élites politiques et économiques. La démesure a remplacé le bon sens humain. On cherche en vain une analyse équilibrée de la situation. Les millions que l'association économique faitière «économiesuisse» dépense pour combattre l'initiative populaire UDC «contre l'immigration de masse» cadrent parfaitement avec ce constat.

Nous autres gens de l'UDC, nous voulons avec notre «Edition spéciale» contrecarrer cette désinformation systématique et cette tromperie massive. Des mensonges ne deviennent pas vérité à force d'être répétés. Contrairement aux affirmations sans cesse assénées à la population, l'initiative «contre l'immigration de masse» ne demande ni le gel de l'immigration, ni la résiliation des accords bilatéraux conclus avec l'Union européenne (UE). Cependant elle charge le Conseil fédéral d'ouvrir de nouvelles négociations avec l'UE sur la libre circulation des personnes qui échappe à tout contrôle. Le sens de la mesure est une vertu importante dans la vie de tout homme. Aucun Etat libéral et indépendant ne renonce au contrôle de l'immigration sur son territoire. Même des pays d'immigration traditionnels comme les Etats-Unis, le Canada ou l'Australie protègent leur population et leur économie contre une immigration excessive. Bruxelles ne connaît pas non plus de libre circulation sans borne avec les Etats hors UE et EEE. Seule la petite Suisse est considérée comme une exception: n'importe qui peut y immigrer. On semble croire qu'il y a de la place pour tout le monde...

Notre Edition spéciale illustre les conséquences de cette démesure. Un accroissement de la population de 80 000 personnes par an ; les institutions sociales, les infrastructures, l'économie et la population résidente ne sauraient y résister à la longue. En fait, tout le monde comprend que ce développement excessif conduit à l'échec. Il menace la liberté, la sécurité, le plein emploi, le paysage et la prospérité commune, donc la base existentielle telle qu'elle est décrite dans l'article 2 alinéa 2 de la Constitution fédérale qui définit les tâches de l'Etat.

L'initiative populaire contre l'immigration de masse est une réaction mesurée et raisonnable à cette menace. Elle redonne à la Suisse les instruments dont elle a besoin pour régler utilement l'immigration. Une politique démographique mesurée est utile à tous. Soutenir cette initiative le 9 février 2014, c'est donner une réponse adéquate aux tentatives d'intimidation des partis d'une immigration incontrôlée.



Toni Brunner, conseiller national, président UDC Suisse



## Impressum

NUMÉRO SPÉCIAL | ÉDITION SPÉCIALE est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Tirage: 983'102 ex. | Edition et rédaction: UDC Suisse, secrétariat général | case postale 8252 | 3001 Berne | Tél.: 031 300 58 58 | Fax: 031 300 58 59 | info@udc.ch | www.udc.ch | Conception et graphiques: GOAL AG für Werbung und Public Relations, 8600 Dübendorf | Crédit photo: iStockphoto, shutterstock, KEYSTONE AG, admin.ch, parlement.ch, UDC Suisse | Cartoons: Martin Gähli | Imprimerie: DZZ Druckzentrum Zürich AG, Bubenbergrasse 1, CH-8021 Zürich. Attention: ce journal n'est ni une publicité, ni une réclame, mais une information politique. Il peut donc aussi être distribué dans les boîtes aux lettres portant l'autocollant «stop publicité». Merci de votre compréhension.

# Quelle croissance voulons-nous ?

**Cela fait onze ans que je représente le canton de Schaffhouse au Conseil des Etats. Comme membre de l'Assemblée fédérale j'ai pu récolter de nombreuses et précieuses expériences. Grâce à la démocratie directe et son organisation fédéraliste, notre Etat est parfaitement armé pour affronter les problèmes de notre époque et sauvegarder sa stabilité.**



L'initiative populaire contre l'immigration de masse nous pose plusieurs questions: quelle croissance voulons-nous et combien d'immigration supporte la Suisse? Hannes Germann, président du Conseil des Etats, fait confiance au jugement du peuple.

Toutes les citoyennes et tous les citoyens suisses ont le droit de déterminer la direction et le rythme du développement du droit au niveau constitutionnel (initiative) et législatif (référendum). Ces moyens de correction dont dispose le peuple influencent fortement la politique.

Ce constat peut être particulièrement bien illustré à l'exemple de l'initiative populaire «contre l'immigration de masse». Cette initiative nous pose plusieurs questions: quelle croissance voulons-nous et combien d'immigration supporte la Suisse? D'un côté, nous savons bien que l'Etat, les entreprises et toutes les personnes exerçant une activité professionnelle ont besoin de compétitivité et de croissance. De l'autre côté, une Suisse sans espace vital intact et sans filet social solide n'a plus de perspective. Voilà pourquoi il faut retrouver le sens de la mesure et soumettre la libre circulation des personnes à quelques règles raisonnables.

Nous voulons la croissance mais elle doit être qualitative. Pour reprendre le contrôle de l'immigration en termes de quantité et de qualité, nous devons

retrouver notre marge de manœuvre face aux mouvements de migration. Aujourd'hui, toute personne pouvant faire état d'une place de travail peut venir en Suisse, fut-ce pour un seul jour. Ou demander l'asile pour ensuite rester grâce à des procédures sans fin.

Depuis 2007, le nombre d'immigrants en Suisse dépasse chaque année d'environ 80 000 celui des émigrants. Ce solde migratoire annuel correspond à la population de la ville de Lucerne. Voilà un défi très lourd pour un petit pays. La tendance est-elle à la hausse? Nous ne le savons pas, mais nous pouvons le supposer. Ce que nous savons, par contre, c'est qu'actuellement nous n'avons pas les moyens de contrôler le processus de l'immigration.

Une dizaine d'initiatives populaires traitant de cette thématique illustrent l'inquiétude croissante de la population. Il est donc important que le peuple et les cantons expriment leur conviction le 9 février 2014 en votant sur l'initiative populaire «contre l'immigration de masse».

Hannes Germann, président du Conseil des Etats, Opfertshofen (SH)



## Hannes Germann

Président du Conseil des Etats

- Opfertshofen (SH)
- Marié, deux enfants
- Loisirs: lecture, ski, jogging, football ainsi que musique et culture
- Formation: rédacteur économique, économiste d'entreprise, premier métier: enseignant

## A propos :



Nadine Reichen, députée-suppléante, Sierre (VS)

## Le Conseil fédéral annonçait en 1999 l'arrivée de 8 000 immigrants par an

«Lors de l'introduction de la libre circulation des personnes, le Conseil fédéral annonçait une immigration annuelle de 8 000 personnes. La réalité d'aujourd'hui, c'est la venue de 80 000 immigrants par année. Ce n'est plus supportable à long terme pour les institutions sociales de notre pays.»

Interview du conseiller aux Etats Thomas Minder

# L'immigration explose depuis 2007

**Dans une interview accordée à «Edition spéciale», le conseiller aux Etats hors parti et chef d'entreprise Thomas Minder explique pourquoi l'immigration démesurée dépasse les possibilités d'accueil de la Suisse à plusieurs points de vue.**

**Edition spéciale:** L'économie suisse emploie de la main-d'œuvre étrangère depuis de nombreuses années. Pourquoi cette immigration fait-elle problème aujourd'hui?

**Thomas Minder:** Parce que la libre circulation des personnes avec l'UE nous impose une immigration de masse incontrôlable et ingérable. Depuis 2007, on compte chaque année environ 80 000 immigrants de plus que d'émigrants. L'immigration a explosé à tel point qu'année après année nous devons disposer de capacités d'accueil pour une population correspondant à celle de la ville de Lucerne ou du canton de Schaffhouse. Ce phénomène et ses effets négatifs compromettent une cohabitation ordonnée et paisible en Suisse. Si cela continue ainsi, nous aurons dix millions d'habitants dans vingt ans.

**Edition spéciale:** Pourquoi croyez-vous que l'initiative populaire «contre l'immigration de masse» est la bonne réponse à cette démesure?

**Thomas Minder:** Parce que la politique fédérale a échoué et parce qu'il sera bientôt trop tard. Il ne faut pas oublier que la forte proportion d'étrangers et l'immigration incontrôlée préoccupent depuis de nombreuses années nos concitoyens. Plusieurs initiatives populaires ont été déposées à ce sujet et quelques-unes sont encore pendantes. Je songe par exemple à l'initiative pour le renvoi des étrangers criminels qui attend toujours d'être appliquée. Ou encore à l'initiative Eecopop «Halte à la

surpopulation – oui à la préservation durable des ressources naturelles» par laquelle même des milieux proches des Verts réclament la correction d'une immigration sans limite. Que faut-il encore pour que l'on prenne enfin au sérieux au Palais fédéral l'inquiétude croissante de la population?

**Edition spéciale:** Quelle différence y a-t-il entre la solution proposée par l'initiative «contre l'immigration de masse» et les autres projets?

**Thomas Minder:** Cette initiative n'exige ni un gel complet de l'immigration, ni une résiliation des accords bilatéraux avec l'UE. Elle donne en revanche au Conseil fédéral le mandat de rouvrir les négociations avec l'UE sur la libre circulation des personnes et de redonner à la Suisse les moyens de contrôler et de gérer en toute indépendance l'immigration sur son territoire. C'est donc un projet modéré et raisonnable. A côté de l'Australie, du Canada et de la Nouvelle-Zélande, la Suisse est aujourd'hui le pays d'immigration le plus recherché du monde. Notre économie florissante avec un taux de chômage exceptionnellement bas agit comme un aimant sur les chômeurs européens, du Portugal jusqu'aux Pays baltes. Tout en étant un des plus petits Etats européens, la Suisse se retrouve face à un espace économique de quelque 500 millions de personnes dont des millions cherchent en permanence du travail et de la sécurité sociale en dehors de leur pays d'origine.



80 000 immigrants par an ne sont pas supportables à la longue pour notre qualité de vie.

**Edition spéciale:** L'économie met en garde contre cette initiative en affirmant qu'elle n'est pas compétitive sans main-d'œuvre étrangère. Qu'en dites-vous?

**Thomas Minder:** L'immigration démesurée que subit la Suisse pose de gros problèmes d'accueil à de multiples niveaux. La densité démographique avec quelque 190 personnes au kilomètre carré est extrême. Chaque

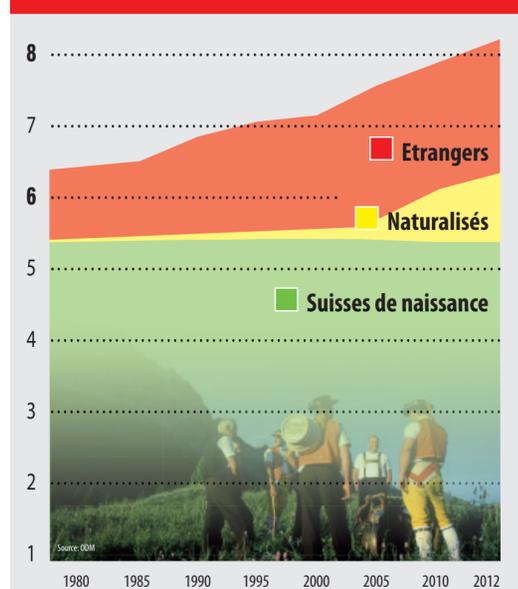
Grâce à la libre circulation des personnes et à l'adhésion à l'accord de Schengen, la Suisse est devenue un paradis pour les criminels de tous bords. Toutes les huit minutes un cambriolage est commis à quelque part! Le fait est que 70% des malfaiteurs arrêtés sont des étrangers. L'immigration de masse incontrôlée offre de séduisantes possibilités aux criminels.

**Edition spéciale:** Sans immigrants hautement qualifiés l'économie suisse est condamnée au déclin. Que dites-vous de cet argument en tant que chef d'entreprise?

**Thomas Minder:** Les étrangers représentent environ un quart de la population résidente. Or, une personne sur deux bénéficiant d'indemnités de chômage est étrangère. Je me demande alors pourquoi cette main-d'œuvre prétendument si bien qualifiée et si

indispensable tombe au chômage. Il est aussi inquiétant de constater que trois fois plus d'étrangers que de Suisses vivent de l'aide sociale. Et tout cela à une période de haute conjoncture et alors que l'on nous présente la libre circulation comme un «modèle à succès». On commence seulement à enquêter sur les effets dramatiques de la libre circulation sur nos institutions sociales, soit notamment l'assurance-chômage et l'AVS. La Berne fédérale ne sait pas encore ce qui attend la Suisse et sa population. Une fois de plus, le Conseil fédéral se contente de proférer des menaces. J'espère bien que le peuple suisse saura corriger le tir, comme il l'a fait avec l'initiative contre les rémunérations abusives.

## Augmentation de la population de la Suisse (en millions d'habitants)



«Un mètre carré est bétonné chaque seconde! La dispersion de l'habitat a pris des proportions inquiétantes. Des villages perdent leur identité et le fédéralisme est saigné à blanc.»

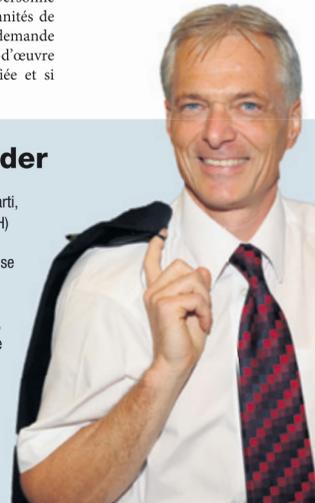
seconde un mètre carré est bétonné. La dispersion de l'habitat a pris des proportions effrayantes. La hausse des prix immobiliers multiplie les pendulaires. L'infrastructure de transport ne peut plus répondre à une demande excessive. Voilà le prix d'un développement sans borne dans le vrai sens du terme. Comment peut-on raisonnablement prétendre qu'un tel développement rend notre pays plus compétitif? De plus, nous avons le sentiment de plus en plus net que la qualité de la cohabitation souffre massivement de l'immigration.

**Edition spéciale:** Faites-vous allusion à l'augmentation de la criminalité?

**Thomas Minder:** Oui, entre autres.

## Thomas Minder

- Conseiller aux Etats sans parti, Neuhausen am Rheinfall (SH)
- Depuis 1988 chef d'entreprise et patron de Trybol SA
- Loisirs: nature, ornithologie, voyages, musique classique
- Sport: marche à pied, ski de fond, snowboard, vélo, football, aviron, jogging



## Une immigration ciblée renforce le pays

Lorsque la main-d'œuvre indigène fait défaut, l'économie suisse fait confiance aux travailleurs étrangers. Ce système fonctionne depuis des décennies à la satisfaction des deux parties, donc aussi des frontaliers et des immigrants notamment des pays voisins.



« La qualité doit à nouveau primer car la quantité seule ne suffit pas! »

Raymond Clottu, entrepreneur, conseiller national, La Brévine (NE)

Il est plus intéressant que jamais de travailler et de vivre en Suisse. C'est dire que notre pays n'a pas besoin d'accords internationaux pour que des personnes immigrer. L'économie suisse trouve toujours les spécialistes, mais aussi les travailleurs moins qualifiés dont elle a besoin.

En 2005, beaucoup de personnes étaient critiques à l'égard de la libre circulation des personnes mais avaient finalement accepté le principe pensant que ses avantages l'emportaient sur ses inconvénients. Il s'avère aujourd'hui que ces attentes n'ont pas été satisfaites. La détérioration économique des anciens, mais surtout des nouveaux membres de l'UE a déclenché une immigration de masse en Suisse. Toutes les infrastructures, les transports, les écoles, la santé, l'administration, l'aménagement du territoire, les institutions sociales, etc., sont complètement dépassées. Les dites «mesures d'accompagnement» réclamées et obtenues par la gauche et les syndicats menacent le marché du travail libéral qui est notre principale arme contre le chômage.



C'est la qualité des travailleurs étrangers qui est déterminante, pas la quantité!

### Des contingents existent déjà pour les étrangers hors UE/AELE

Nous autres chefs d'entreprise, nous devons également assumer nos responsabilités pour le bien-être global de la Suisse. Nous n'avons pas le droit de simplement laisser l'Etat social se charger des conséquences négatives de l'immigration de masse. Il est parfaitement possible d'agir autrement. Avant l'introduction de la libre circulation des personnes, l'immigration était limitée par des plafonds et des contingents. Ce système de contrôle et de gestion existe toujours pour les étran-

### La qualité avant la quantité

De plus en plus souvent je me demande pourquoi tous les Bulgares et Roumains ont le droit d'immigrer en Suisse alors que des personnes hautement qualifiées d'Outre-mer ne reçoivent pas d'autorisation de séjour même si on leur offre un emploi chez nous? Il y a là un problème de fond. Le peuple et les cantons ont la possibilité d'agir le 9 février prochain dans l'intérêt de toutes les Suisses et de tous les Suisses ainsi que de l'économie en empêchant que la Suisse soit submergée et exploitée par des immigrants.

## Seulement des immigrants UE hautement qualifiés?

Comme des moulins à paroles, les autorités répètent que la libre circulation des personnes génère une immigration de personnes hautement qualifiées. Un grossier enjolivement de la réalité. Seule une toute petite partie des immigrants occupent des postes à haute qualification.

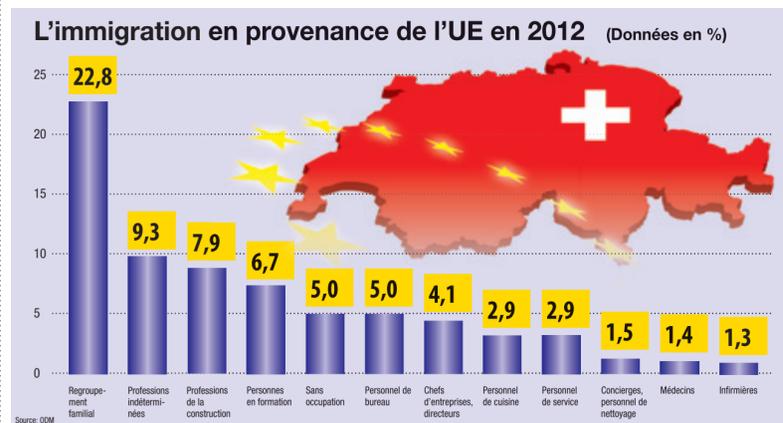
Il est complètement faux de prétendre que les immigrants de l'UE ou d'ailleurs sont avant tout des personnes hautement qualifiées. En 2012, près de 23% des immigrants UE (23 779 en chiffre absolu) sont entrés en Suisse grâce au regroupement familial, donc sans activité lucrative, alors que 5 230 autres sont inscrits dans la catégorie des personnes n'exerçant pas d'activité professionnelle. Les cantons ont accordé quelques 4 000 autorisations de séjour à des personnes cherchant un emploi dont certaines touchent même l'aide sociale! De plus, 6,7% des immi-

métiers indéfinissables et autres métiers inclassables comportaient tout de même 10 997 personnes en 2012, ce qui n'est pas négligeable.

### Très peu d'ingénieurs

Avec 5 268 personnes, la catégorie des employés de commerce était la plus importante (env. 5% des autorisations de séjour). Elle était suivie par les métiers du secteur principal du bâtiment, par le personnel de cuisine et de service, les concierges et le personnel de nettoyage. Les médecins et les infirmières représentaient juste 1,4%, respective-

cette immigration, les statistiques officielles se réfèrent toujours aux diplômés scolaires des immigrants venant de l'UE. Rien d'étonnant à cela, car de nombreuses personnes viennent de pays à fort taux de maturité comme la France (50%) ou l'Italie (80%). Cette statistique révèle donc uniquement la différence entre les systèmes de formation, mais ne dit rien des métiers que les immigrants exercent effectivement. A quoi nous servent des universitaires étrangers travaillant en Suisse comme manœuvres?



grants UE, soit 7 039 personnes, sont venus à des fins de formation et de perfectionnement.

### Chaque année 10 000 immigrants UE de professions non définissables

Environ la moitié des immigrants viennent donc en Suisse sans y travailler. Mais parmi ces actifs, les «hautement qualifiés» sont une infime minorité. Chaque année, 10 000 autorisations sont accordées pour des activités professionnelles «non définissables». Cette position statistique comprend des auxiliaires, chargeurs, manœuvres d'usine, compléteurs de filtre, travailleurs occasionnels, aides du patron, aides-contrôleurs, poseurs auxiliaires, charbonniers, auxiliaires supérieurs, entrepreneurs de vitrines, etc. La situation n'est guère plus réjouissante dans l'étonnante catégorie des «autres professions non classables». On y trouve des métiers comme des savants, ajusteurs, conducteurs de ligne, numéroteurs, piqueurs de racines, etc. Les deux catégories des

ment 1,3% des immigrants UE. Plus loin dans le classement, on trouve également 464 autorisations de séjour pour des informaticiens/analystes et 183 permis pour des ingénieurs-informaticiens (juste 0,2% des permis de séjour accordés). Les 42 ingénieurs-mécaniciens et ingénieurs en processus viennent en 145<sup>e</sup> position de la statistique, derrière les repasseuses, blanchisseuses, journalistes et vigneron.

### Mauvais niveau de formation des immigrants

Pour dissimuler la mauvaise qualité de

### Conclusion

Des dizaines de milliers de personnes sans activité lucrative et une proportion inquiétante de gens sans formation professionnelle valable affluent en Suisse. De plus le Conseil fédéral dissimule aussi l'immigration dans des secteurs problématiques. On a ainsi appris grâce à une intervention parlementaire de la gauche que dans le seul canton de Genève le nombre de permis de séjours pour des activités proches de la prostitution a passé de 580 à plus de 4 000 en dix ans...

« Environ la moitié des immigrants viennent en Suisse sans y travailler. Mais même parmi les actifs, les personnes «hautement qualifiées» sont une infime minorité. »

Luzi Stamm, conseiller national et avocat, Baden (AG)



Fabienne Despot, cheffe d'entreprise, présidente UDC Vaud, députée, Vevey (VD)

« Le nombre de travailleurs indépendants en provenance de l'UE a quadruplé entre 2005 et 2011. Au Tessin, les frontaliers sont deux fois plus nombreux qu'il y a dix ans, ce qui crée une concurrence insurmontable pour les entreprises locales et un fort dumping salarial. Nombreux sont les Suisses romands mis à la porte, remplacés par des étrangers aux prétentions salariales moindres. Un tel, technicien informatique, ne peut régaler face à l'arrivée de jeunes en provenance de l'UE: « trop qualifié! ». Tel autre, agent immobilier, licencié, doit former le jeune étranger qui travaillera à sa place pour bien moins cher. Nous devons garder la maîtrise du flux migratoire en assurant des emplois en priorité aux Suisses. »

## La pression sur les salaires est une réalité

La Suisse a toujours offert du travail et un revenu à des travailleurs étrangers. Elle l'a cependant fait autrefois de manière contrôlée et en tenant compte de la situation de son marché du travail. La Confédération et les cantons ont fixé de concert avec l'économie des plafonds à l'immigration, si bien que les entreprises ont généralement trouvé les gens dont elles avaient besoin, et cela en provenance du monde entier.



This Jenny, entrepreneur et conseiller aux Etats, Bilten (GL)

J'admets volontiers que la libre circulation globale reste mon régime préféré. Toutes les femmes et tous les hommes du monde devraient pouvoir travailler et se construire une existence là où ils en ont envie et où on a besoin d'eux. Comme chef d'entreprise, je pourrais choisir parmi des millions des personnes en quête de travail pour trouver la main-d'œuvre qui me convient le mieux. Mais il ne s'agit pas seulement des intérêts des entreprises; aujourd'hui, le bien-être de toute la Suisse est en jeu.

### La libre circulation des personnes ne peut pas fonctionner

Une libre circulation des personnes au niveau mondial ne pourrait fonctionner que si tous les pays partent de conditions-cadres à peu près équivalentes. Or, les différences sont aujourd'hui énormes en termes de prospérité, d'économie de marché, de sécurité du droit et d'institutions sociales. Par exemple, un chômeur français gagne à Bâle deux fois plus qu'en travaillant 12 heures par jour dans son pays.

### Les salaires baisseront

L'états un partisan convaincu de la libre circulation des personnes avec les 15 «anciens» membres de l'UE. Les économies de ces pays étaient à peu près comparables. Depuis, l'UE «dynamique» connaît un développement incontrôlé. Des pays de l'est y ont adhéré et bientôt sans doute tous les Balkans, voire même la Turquie, en feront par-



C'est une évidence, la libre circulation des personnes fait forcément pression sur les salaires.

tie. Les chefs d'entreprise y trouvent des avantages, car ils peuvent choisir des collaborateurs dans une économie comptant quelque 700 millions de travailleurs. Les effets sur les salaires de ce développement sont prévisibles: ils

« Les effets sur les salaires sont également prévisibles: ils baisseront. On sait d'expérience que plus il y a de cerises sur le marché, moins elles sont chères. »

baisseront. Dans ce domaine comme ailleurs, la réalité pratique est toujours la même: plus il y a de cerises sur le marché, moins elles sont chères.

### La responsabilité des chefs d'entreprise

Mais nous autres chefs d'entreprise, nous portons également une responsa-

bilité face au pays dans son ensemble. Il n'est tout simplement pas tolérable d'engager à court terme des gens pour ensuite s'en débarrasser après quelques mois via l'assurance-chômage. Cette attitude est antisociale. Il faudrait donc prévoir pour les travailleurs étrangers un engagement d'une durée minimale d'un an. Dans ces conditions, certaines personnes en Suisse y réfléchirait sans doute à deux fois avant d'engager du personnel étranger.

### Les intérêts de la Suisse

L'économie suisse est une histoire à succès exceptionnelle. Nous devons en prendre soin. Il ne saurait être question d'un nivellement par le bas jusqu'au niveau de l'UE. Il faut donc que la Suisse reprenne le contrôle de l'immigration sur son territoire. L'immigration doit servir les intérêts de la Suisse.



Michael Buffat, député, chef du groupe, Vuarens (VD)

« En Suisse romande, le nombre de frontaliers a plus que doublé en 10 ans. Des dizaines de milliers d'emplois sont ainsi attribués à des étrangers alors que les cantons romands subissent les plus hauts taux de chômage en Suisse. »

et non pas ceux des immigrants. Il ne s'agit pas à cet effet de résilier les accords bilatéraux avec l'UE. L'initiative «contre l'immigration de masse» se contente de charger le Conseil fédéral de rouvrir des négociations avec l'UE afin de réduire une immigration démesurée devenue insupportable pour de larges milieux avec chaque année quelque 80 000 immigrants en chiffre net.

### La Suisse n'est pas une profiteuse, bien au contraire

Il faut enfin faire clairement comprendre à Bruxelles que la Suisse n'est nullement une profiteuse dans ses rapports avec l'UE. Ce reproche est absurde quand on songe aux NLFA, aux milliards pour la cohésion, aux contributions à la recherche ou encore aux frontaliers. La réalité est bien que la Suisse ne cesse d'avaler des couleuvres!



## L'immigration, ce doux poison pour l'AVS

L'AVS reçoit chaque année les contributions des salariés, des employeurs et de la Confédération. Ces montants sont reversés aux rentiers. Ce système dit de répartition concrétise le contrat social entre les générations. Outre l'équilibre à court terme assuré par le fonds de réserve, l'AVS a besoin d'assurer son équilibre financier à moyen et à long terme.

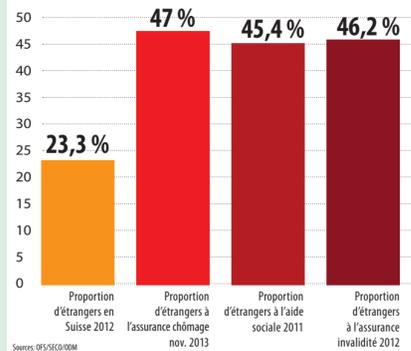


Philipp Stauber, entrepreneur, Lausanne (VD)

### La productivité et les salaires vont de pair

La croissance continue des salaires n'est envisageable que si la productivité du travail augmente en parallèle. Les mesures à prendre sont connues, mais la politique rechigne à entreprendre les réformes nécessaires. En effet, la résistance de la fonction publique et des groupes d'intérêts concernés est massive, alors que les inerties du système politique ne permettent pas d'engranger des résultats substantiels avant les prochaines échéances électorales. Il appartient dès lors au peuple de réduire l'étendue des diverses zones de confort et d'œuvrer pour une meilleure productivité. A l'heure actuelle, c'est le seul scénario garantissant un équilibre financier durable dans l'AVS.

### Proportion d'étrangers dans des institutions sociales suisses (chiffres en %)



### L'immigration met l'AVS en danger sur le long terme

En revanche, l'immigration est un doux poison pour l'AVS. Si les conséquences négatives de l'immigration sont immédiatement apparentes dans les domaines du logement, de la circulation et des transports publics, l'impact sur l'AVS n'est visible qu'à moyen et long terme. A court terme, l'immigration de travailleurs étrangers semble apporter de nouvelles ressources à l'AVS, mais le jour viendra où des prestations seront dues et où le bilan global de leurs apports s'avèrera négatif. Leurs cotisations d'aujourd'hui se révèlent ainsi un leurre. En maintenant l'illusion d'un apport positif des immigrés à l'AVS, nous reportons le problème sur nos enfants.

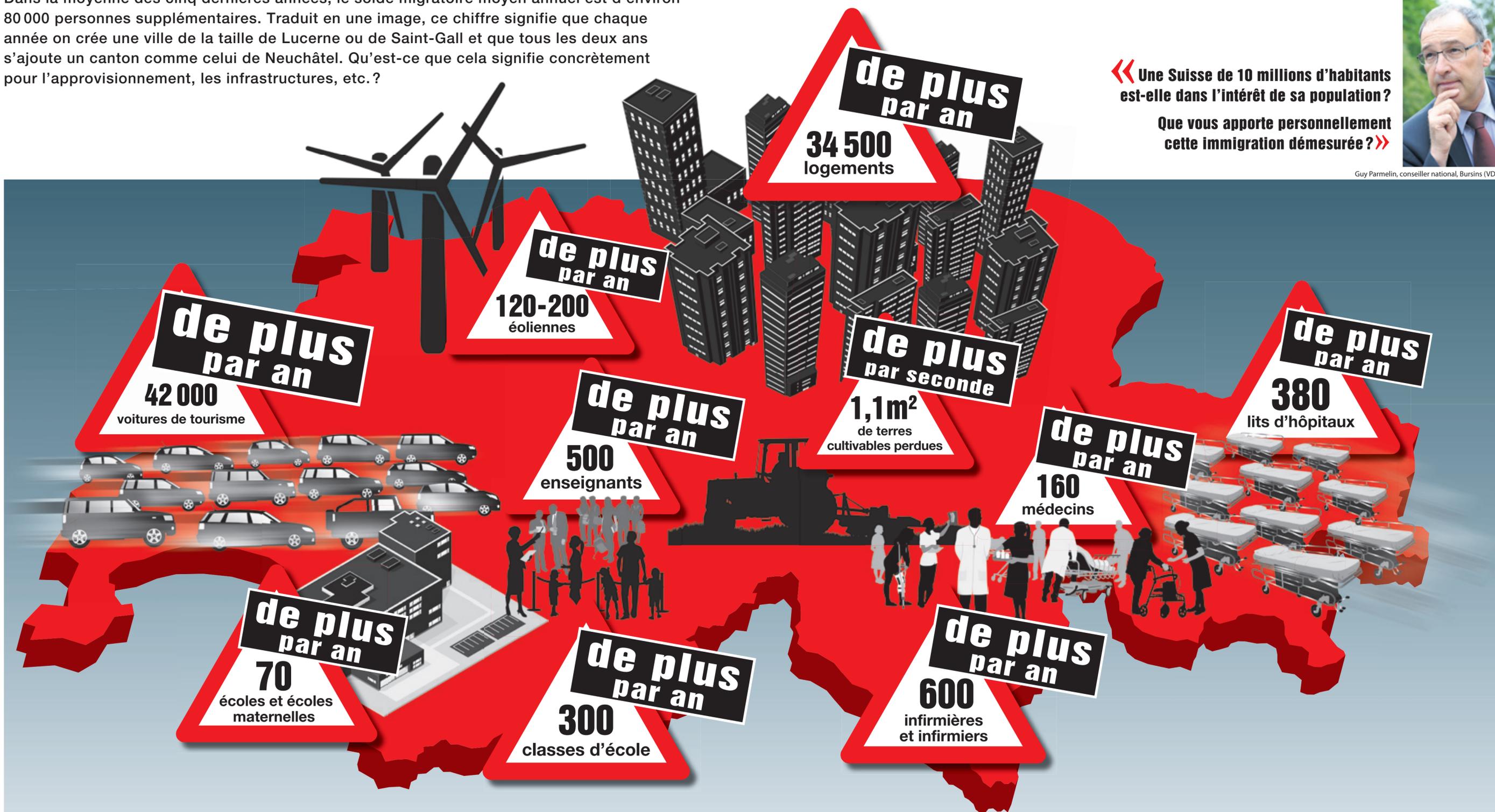
### Les bons contributeurs repartent, les cas sociaux restent

Le passé nous apprend que les immigrés avec des revenus élevés sont professionnellement plus mobiles que les autres, surtout en cas de stagnation ou de récession économique. La durée moyenne de leur séjour en Suisse est plus courte et leur bilan de migration neutre. En quittant la Suisse, ils emportent les cotisations versées ou gardent leur droit à une rente AVS alors que leurs cotisations cessent.

Par contre, les immigrés peu qualifiés et à bas revenus restent en Suisse. Ils profitent bien plus que les Suisses de prestations sociales, ce qui fait dire à certains qu'il s'agit là d'une immigration non contrôlée dans le filet social. Ces personnes bénéficient ainsi d'une quasi-rente anticipée qui n'est pas compatible avec le contrat social entre les générations à la base de l'AVS.

# Conséquence de la démesure: chaque année + 80 000 immigrants

Dans la moyenne des cinq dernières années, le solde migratoire moyen annuel est d'environ 80 000 personnes supplémentaires. Traduit en une image, ce chiffre signifie que chaque année on crée une ville de la taille de Lucerne ou de Saint-Gall et que tous les deux ans s'ajoute un canton comme celui de Neuchâtel. Qu'est-ce que cela signifie concrètement pour l'approvisionnement, les infrastructures, etc. ?



« Une Suisse de 10 millions d'habitants est-elle dans l'intérêt de sa population ?

Que vous apporte personnellement cette immigration démesurée ? »



Guy Parmelin, conseiller national, Bursins (VD)

La modération ou le sens de la mesure, voilà une vertu qui fait ses preuves depuis toujours et qui est plus d'actualité que jamais. Elle vaut pour l'Etat, la société, l'économie et chaque individu. Depuis 2007, la Suisse n'a plus le droit de décider qui peut entrer dans le pays et pour combien de temps. D'où une immigration incontrôlée dont nous tous ressentons chaque jour de plus en plus les effets. Cette démesure menace la Suisse, ses institutions sociales et notre qualité de vie.

**Conclusion:** il est grand temps que la Suisse contrôle et gère à nouveau indépendamment l'immigration sur son territoire.

# Encore plus de bouchons

Maîtriser l'avenir de notre pays et son développement, c'est se donner des outils de nature politique. Le plus important est celui qui permet de réguler le nombre de personnes que nous sommes raisonnablement prêts à accueillir. Le rétablissement de contingents est cet outil efficace mais également flexible car adaptable en tout temps aux besoins de la Suisse. Voilà pourquoi je vous invite à voter le 9 février prochain « oui » à l'initiative de l'UDC contre une immigration de masse.



Christina Meissner, députée et cheffe du groupe UDC, Vernier (GE)

Chaque pourcent de plus dans le nombre d'arrivants cause jusqu'à 3,5% de hausse sur le prix des appartements (Tribune de Genève du 12 janvier 2011). Ainsi au cours des dix dernières années, l'immigration a causé à Genève et dans l'Arc lémanique l'inflation de plus de 25% du prix de vente de logements. Les revenus de ceux qui arrivent étant supérieurs à ceux des habitants, ces derniers se voient contraints de s'exiler en France voisine!

L'idée que la construction de nouveaux logements seule puisse détendre le marché est fautive. Cela serait vrai si, parallèlement, la forte immigration économique actuelle pouvait être contrainte ou conduite. Or ce n'est pas le cas, loin de là. Dans le canton de Genève, l'objectif de construire 2 500 logements par an, au-delà du fait qu'il n'a jamais été atteint, ne suffira même pas pour loger tous les nouveaux arrivants, au nombre de 6 000 par an. Voilà à quoi nous expose la politique migratoire actuelle.

## Une quête d'emploi de plus en plus dure

Notre canton a certes toujours compté sur la main-d'œuvre étrangère mais depuis l'ouverture des frontières, l'appel d'air a pris les proportions d'une tempête pour les Genevois en quête d'emploi. A Genève, comme dans le canton de Vaud, le nombre de frontaliers a doublé en 10 ans. Les cas de



Le réseau autoroutier a été prévu dans les années 1960 pour 5 millions de personnes et il n'est pas encore fini. L'immigration chaque année de plus de 80 000 personnes signifie 42 000 véhicules supplémentaires par an sur les routes.

dumping salarial se multiplient et les contrôles ne freinent pas cette tendance.

## Il faut être naïf pour croire qu'en étant toujours plus nombreux, tout ira mieux

La crise économique ne fait que s'amplifier. Elle amènera toujours plus de personnes à venir chercher du travail en Suisse. Nos gouvernements disent que nous allons sortir des bouchons et trouver à nous loger. La vérité est que tout l'argent investi dans les transports collectifs ne suffira pas à absorber le surplus de trafic et ne libérera donc pas les routes des bouchons.

Nous n'avons plus les moyens d'entretenir notre parc immobilier ni de rénover nos écoles, et nous n'avons pas l'argent pour réaliser toutes les infrastructures nécessaires pour répondre

## « L'afflux des étrangers est trop rapide, il dépasse les capacités de nos infrastructures. »

aux besoins des habitants et chaque année notre pays accueille 80 000 nouveaux habitants. Du coup, nous hypothéquons lourdement notre avenir.

L'afflux des étrangers est bien trop rapide, il dépasse les capacités de nos infrastructures et celles d'une intégration réussie. Il n'y a plus du travail pour tous et ceux qui n'en trouvent pas se font exploiter, s'engagent dans la prostitution, le vol, le trafic de drogues.

## Une place pour tous? Pas si sûr

Notre territoire est exigu et si la frontière politique a disparu, une autre se rappelle à nous. Celle qui nous impose des limites en matière de ressources et d'espace. A poursuivre le bétonnage du territoire sans agir sur le flux migratoire, on finira tous dans le mur!

Doit-on laisser la porte grande ouverte, au risque d'être à notre tour emportés dans la tourmente? Ou peut-on vraiment prétendre à la préservation de conditions de vie acceptables pour nos familles et pour les habitants que notre territoire héberge déjà?

## Pour une immigration choisie et non pas subie

L'UDC demande le droit au choix et propose le retour au contingentement via son initiative contre l'immigration de masse. Pour défendre les besoins en logements, emplois, mobilité et qualité de vie de nos habitants, le oui s'impose comme une évidence.



Encore une conséquence de l'immigration incontrôlée: les trains sont surchargés.



Didier Spies, secrétaire UDC Jura, député-suppléant, Courroux (JU)

« Je dis OUI à l'initiative contre l'immigration de masse, car les embouteillages sur les routes nationales et dans le trafic urbain se multiplient, alors que les trains atteignent leurs limites de capacité. »



Le Conseil fédéral voulait aménager le réseau ferroviaire pour un montant de 3,4 milliards de francs. Le Parlement a presque doublé cette dépense en la portant à 6,4 milliards!

## Les conséquences pour les contribuables:

- 6,4 milliards pour un aménagement démesuré et exclusif du réseau ferroviaire!
- hausse de la TVA pour tous!
- pillage des automobilistes en limitant à 3000 francs au maximum la déduction fiscale des frais des pendulaires!

Donc, le 9 février

# FAIF NON

www.faif-non.ch

# Préserver les précieuses terres cultivables

1m<sup>2</sup> de surface cultivable a été perdu chaque seconde entre 1985 et 2009. Sur le Plateau suisse, 80% de ces terres sont devenues des surfaces d'habitation. Quelque 8 millions de personnes, dont près d'un quart sont des étrangers, se pressent aujourd'hui dans cet espace. Compte tenu de la surface disponible, la Suisse est aujourd'hui le pays d'Europe ayant la plus forte densité démographique. Sans contrôle de l'immigration, ce développement se poursuivra.



Pierre-François Veillon, ingénieur-agronome EPFZ, conseiller national, anc. conseiller d'Etat, Les Plans-sur-Bex (UDC/VD)

La Suisse a une superficie de 41 285 km<sup>2</sup>. Les trois quarts sont improductifs constitués de rochers, d'eau, de forêts ou de pâturages. La surface agricole n'a qu'un million d'hectares, la surface d'habitation 300 000 hectares et elle s'accroît au détriment de la première.

## De 40 000 à 90 000 frontaliers

L'immigration de presque 80 000 personnes par an pèse lourdement sur les infrastructures, les ressources et les institutions sociales. Ces 80 000 personnes occupent quelque 35 000 appartements ou une surface d'environ 4 500 terrains de football. Cela représente chaque année une nouvelle ville de la taille de Lucerne ou tous les deux ans un nouveau canton comme Neuchâtel. C'est une politique démographique irresponsable. Par ailleurs, une main-d'œuvre pléthorique nuit à la prospérité du pays. Un nombre de frontaliers qui passe de 40 000 à 90 000 personnes en dix ans sur Genève et sur Vaud. Un canton de Vaud qui voit sa population augmenter de 80 000 habitants en dix ans, c'est aussi un phénomène qui menace son équilibre.

On le voit sur le marché du logement notamment. Dans les villes, le taux

## Un fait:

On commence à se sentir serré dans notre pays. Chaque seconde 1,1m<sup>2</sup> de terre cultivable est perdu.



L'immigration incontrôlée de plus de 80 000 personnes par an nécessite chaque année environ 35 000 logements.

d'appartements vides est pratiquement égal à zéro, malgré une activité de construction proche de la surchauffe. Dans les zones périurbaines, les loyers montent en flèche. Les prix de vente des logements en propriété par étage ont plus que doublé dans de nombreuses localités. Ce qui contraint les indigènes à chercher un foyer abordable ailleurs. Ces mouvements d'éloignement des centres entraînent aussi des besoins en mobilité accrues.

## Stopper l'explosion des coûts

Les entreprises cherchent elles aussi à

## Un fait:

Dans le bassin lémanique, les loyers ont plus que doublé durant les 10 ans écoulés.

échapper aux prix élevés en s'implantant dans les quartiers extérieurs. Bâle (Tour Roche), Zurich (Prime Tower), Berne (Wankdorf City) ou encore l'Arc lémanique, mettent en évidence les effets néfastes de ce phénomène,

qui requièrent à leur tour une augmentation des prestations (infrastructures). C'est un cercle vicieux! Cette évolution quasi anarchique ne peut être contrée que par la modération. L'initiative populaire « contre l'immigration de masse » qui passera dans les urnes en février 2014 n'exige ni un arrêt total de l'immigration, ni la résiliation des accords bilatéraux avec l'UE. Elle charge le Conseil fédéral d'ouvrir de nouvelles négociations avec Bruxelles, afin que la Suisse puisse décider de sa politique démographique. Cette manière de faire est modérée et raisonnable. Son bien-

fondé pour le pays a été confirmé bien avant la conclusion des accords bilatéraux avec l'UE.

## Un fait:

La dispersion de l'habitat et sa conséquence, la perte de précieuses terres cultivables, s'accroît. La Suisse dépend toujours plus des importations alimentaires.



Sauvegarder notre patrie et nos coutumes: donc, le 9 février

# OUI

à l'initiative populaire « contre l'immigration de masse »



Emanuel Waeber, député, président groupe UDC, Heitenried (FR)

« La durabilité économique de notre pays se fonde aussi sur une croissance raisonnable de la population en Suisse! »



Jeu: où se trouvent les Suisses?

## Le texte de l'initiative populaire fédérale «contre l'immigration de masse»

La Constitution fédérale est modifiée comme suit :

Art. 121 *titre (nouveau)*  
Législation dans le domaine des étrangers et de l'asile

Art. 121a *(nouveau) Gestion de l'immigration*

<sup>1</sup> La Suisse gère de manière autonome l'immigration des étrangers.

<sup>2</sup> Le nombre des autorisations délivrées pour le séjour des étrangers en Suisse est limité par des plafonds et des contingents annuels. Les plafonds valent pour toutes les autorisations délivrées en vertu du droit des étrangers, domaine de l'asile inclus. Le droit au séjour durable, au regroupement familial et aux prestations sociales peut être limité.

<sup>3</sup> Les plafonds et les contingents annuels pour les étrangers exerçant une activité lucrative doivent être fixés en fonction des intérêts économiques globaux de la Suisse et dans le respect du principe de la préférence nationale; ils doivent inclure les frontaliers. Les critères déterminants pour l'octroi d'autorisations de séjour sont

en particulier la demande d'un employeur, la capacité d'intégration et une source de revenus suffisante et autonome.

<sup>4</sup> Aucun traité international contraire au présent article ne sera conclu.

<sup>5</sup> La loi règle les modalités.

II  
Les dispositions transitoires de la Constitution sont modifiées comme suit:

Art. 197 ch. 9 *(nouveau)*

9. Disposition transitoire ad art. 121a *(Gestion de l'immigration)*

<sup>1</sup> Les traités internationaux contraires à l'art. 121a doivent être renoués et adaptés dans un délai de trois ans à compter de l'acceptation dudit article par le peuple et les cantons.

<sup>2</sup> Si les lois d'application afférentes ne sont pas entrées en vigueur dans les trois ans à compter de l'acceptation de l'art. 121a par le peuple et les cantons, le Conseil fédéral édicte provisoirement les dispositions d'application nécessaires par voie d'ordonnance.

## Les promesses du Conseil fédéral concernant l'immigration

→ «Il ressort de réflexions de plausibilité que la limite supérieure du potentiel d'immigration (net) se situe autour de 10 000 ressortissants de l'UE par an. Il est toutefois plus probable que ce chiffre se situe en dessous de 8 000 (net signifie immigrations moins retours).»

Source : étude de l'année 1999 du professeur Thomas Straubhaar

→ «Au vu de ce qui se passe dans l'UE, les craintes des comités référendaires de voir la Suisse être envahie par des ressortissants communautaires ne sont pas justifiées. L'expérience montre en effet que les migrations intercommunautaires demeurent limitées. Des études réalisées par des experts indépendants révèlent en outre qu'il n'y a pas lieu de craindre des conséquences négatives sur le plan de l'emploi et des salaires.»

Source : explications du Conseil fédéral concernant les accords bilatéraux I en 2000

→ «Depuis 1991, le Conseil fédéral autorise les ressortissants des États ne faisant pas partie de l'UE ou de l'AELE à travailler dans notre pays uniquement s'ils sont spécialisés et hautement qualifiés. Les mesures prises, conjuguées à la dégradation de la situation économique, ont fait que la population résidente de nationalité étrangère n'a augmenté que de 0,7 point depuis la fin 1994, pour s'établir aujourd'hui à 19,3 %.»

Source : explications du Conseil fédéral concernant l'initiative 18 % en 2000

### La réalité aujourd'hui :

1. Depuis l'introduction de la libre circulation des personnes avec l'UE en 2007, l'immigration nette en Suisse a passé à 80 000 personnes par an. Le Conseil fédéral prévoyait 8 000 par an.

2. Entre-temps, la proportion d'étrangers (sans les requérants d'asile et les sans-papier) a atteint 23,3 % en Suisse. C'est dire que près d'une personne sur quatre est étrangère en Suisse.

Le 9 février 2014 vous déciderez de donner un signal clair et net au Conseil fédéral et aux associations économiques afin qu'ils retrouvent le sens de la mesure.



Yves Nidegger, avocat et conseiller national, Genève (GE)

«Tous les États déterminent librement qui entre sur leur sol et à quelles conditions. Seuls les membres de l'UE y ont renoncé, comme les cantons jadis en adhérent à la Confédération. La Suisse est-elle membre de l'UE? Pour le Conseil fédéral, la libre circulation

ne devait avoir qu'un impact négligeable. Or 80 000 étrangers, dont 50 000 Européens (une ville nouvelle) immigreront chaque année en Suisse depuis la fin des contingents en 2006. Pour les organisations économiques, l'initiative de l'UDC menacerait l'accès au marché UE. Or, sous réserve de l'agriculture deux fois plus profitable à l'UE qu'à la Suisse, aucun des 6 traités menacés de guillotiner ne parle directement d'accès au marché! »

## Voici ce qui se passera après un OUI:

En disant OUI à l'initiative populaire «contre l'immigration de masse»

- ✓ nous donnons au Conseil fédéral le mandat d'ouvrir de nouvelles négociations avec l'UE sur la libre circulation des personnes
- ✓ la libre circulation des personnes ne doit donc pas être résiliée
- ✓ l'UE n'a aucun intérêt à résilier les accords de son propre chef, car la Suisse est un important partenaire économique, notamment par ses axes de transit
- ✓ nous pourrions ainsi à nouveau contrôler et gérer indépendamment l'immigration en Suisse et mettre fin aux excès

Donc, le 9 février 2014

# Stopper l'immigration massive OUI

## L'UDC est à l'origine de la voie bilatérale

Les conséquences du rejet de l'EEE en 1992 ont montré une fois de plus qu'il existe toujours des alternatives en politique extérieure. Les accords bilatéraux sont une manière pragmatique de concevoir les relations internationales. Il faut cependant en peser constamment les avantages et les inconvénients.



L'UE n'est pas la seule alternative pour la Suisse.

Avant la votation sur l'adhésion de la Suisse à l'Espace économique européen (EEE) en 1992, les autorités et les associations économiques ont multiplié, en cas de refus du projet, les scénarios catastrophes et les menaces. Le déclin économique de la Suisse est inévitable sans une adhésion à l'EEE, affirmait-on de tout bord! La population s'appauvrirait et les jeunes ne trouveraient plus d'emploi. Nous savons aujourd'hui que l'exact contraire s'est produit. L'UE est toujours en crise alors que la Suisse prospère grâce au NON du peuple à l'EEE.

### Il y a toujours des alternatives

Avant la votation sur l'EEE, mais aussi par la suite, l'UDC a toujours rappelé qu'il existait des alternatives dans toutes les situations. En 1990 déjà, elle avait relevé dans un document de fond très observé sur la politique européenne que la Suisse devait se ménager une marge de manœuvre aussi grande que possible. Déjà à cette époque, l'UDC avait identifié dans le contexte de l'ouverture du marché face à l'UE, les gros obstacles à surmonter et les exceptions obligées dans les domaines de la politique des étrangers, du droit du sol, de la politique des transports et de la protection de l'environnement. La suite des événements lui a donné raison. De

concert avec l'Union suisse des arts et métiers, l'UDC avait suggéré la conception des rapports avec l'UE via des accords bilatéraux.

### La Suisse doit rester libre

La Suisse n'a d'ailleurs pas emprunté cette voie dès 1992, mais elle s'y est déjà engagée à partir de 1972 avec l'accord de libre-échange. Puis, le bilatéralisme s'est intensifié dès 1992. De nouveaux accords bilatéraux plus détaillés ont été conclus. Mais il était tout aussi important après le rejet de l'EEE que des réformes soient lancées à l'intérieur du pays. Des programmes de revitalisation et de dérégulation ont accru la compétitivité de la Suisse et ces efforts ont été payants. Si la Suisse a réussi durant les vingt dernières années à se positionner favorablement par rapport aux pays voisins, c'est en bonne partie grâce à ses avantages économiques qui ont pour nom un marché du travail souple, une bureaucratie modérée, une gestion prudente des finances et une concurrence fiscale vivante. Ces facteurs sont sans doute beaucoup plus importants pour l'économie suisse que la majorité des accords bilatéraux conclus avec l'UE.

Theo Fischer, conseiller national de 1979-1999 et président de 1995 à 1999 du groupe parlementaire fédéral UDC. Ce témoin attentif de son époque habite à Hägglingen (AG)

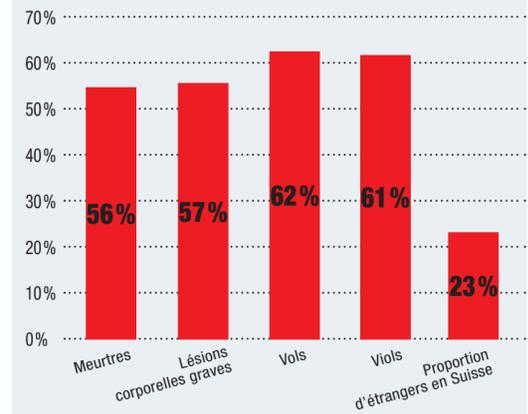
## Libre circulation pour les criminels

Le canton de Fribourg est l'un des cantons qui connaît la plus grande croissance démographique en Suisse, notamment à cause de la libre circulation des personnes. Cela a entraîné un accroissement impressionnant de la criminalité.



La Suisse est devenue beaucoup moins sûre avec la libre circulation des personnes et l'accord de Schengen : toutes les huit minutes un vol est commis quelque part en Suisse! 70% des voleurs arrêtés sont des étrangers.

### Proportion d'étrangers dans les divers cas d'infractions 2012



Source : Statistique criminelle policière, OFS

En 2012, le nombre d'infractions commises dans le canton de Fribourg a augmenté globalement de 9,3%. Mais ce chiffre grimpe à 35% en ce qui concerne les vols par effraction, à 58% pour les vols par effraction dans un véhicule et même à 64% pour les vols à l'étalage. Selon les chiffres des rapports d'activité du Conseil d'Etat du canton de Fribourg, en 2012 les journées de détentions d'étrangers s'élevaient à 20 484 contre 15 380 en

2011, soit une augmentation de 33% alors que chez les citoyens helvétiques cette augmentation est de 3%.

### Le Conseil d'Etat fribourgeois confirme que notre pays est attractif pour les criminels

S'il est logique qu'une augmentation de la population entraîne une augmentation du nombre d'infractions, la situation devient vraiment critique dans le canton de Fribourg, qui pour-

tant n'est pas un canton frontalier. Le Conseil d'Etat a dernièrement admis dans un rapport, que «notre canton est davantage touché par le phénomène du tourisme de la délinquance venu notamment des banlieues françaises». Cette citation confirme que notre pays est attractif pour les délinquants étrangers!

Conséquence directe de ce phénomène: nos infrastructures ne suivent

pas, en particulier les prisons qui sont bondées. A tel point que le gouvernement fribourgeois a informé que dans plusieurs cas notre canton a renoncé à placer en détention provisoire des délinquants, faute de place de prisons.

Il est primordial et indispensable que notre pays reprenne, dans les plus brefs délais, le contrôle de son immigration!



Roland Mesot, chef d'entreprise, député, président UDC Fribourg, Châtel-St-Denis (FR)



Stéphane Montabert, Français naturalisé, conseiller communal, Renens (VD)

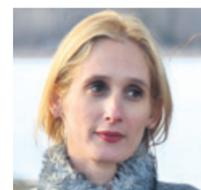
«En Suisse, une majorité d'immigrés s'intègre bien. Ils prennent leurs responsabilités et ils respectent leur pays d'accueil.

Mais il y a aussi ceux qui ne veulent pas

s'adapter et qui voient dans notre système social un libre-service prêt à assouvir tous leurs besoins. Ces exemples négatifs portent préjudice à tous les étrangers. L'intégration est aussi une question de qualité; elle n'est possible que lorsque l'immigré dispose d'un travail stable et contribue à la vie sociale.»

## A qui profite l'école suisse?

Le mythe européen se meurt. Les politiques qui veulent forcer l'intégration européenne croient encore qu'il est possible d'annihiler les différences nationales. Tendre utopie! Pendant qu'ils exposent leur conception d'une identité commune, notre pays connaît les répercussions de flux migratoires massifs et notre système scolaire subit les conséquences désastreuses de cette immigration.



Ariane Doyen, psychopédagogue, députée et vice-présidente de l'UDCVR, Flanthey (VS)

Dans certains cantons, on observe une surreprésentation d'élèves immigrés dans les classes. Cela génère de nombreuses difficultés.

### La qualité de l'école publique s'affaiblit

La non-maîtrise de la langue nationale perturbe les rythmes d'apprentissage et le niveau des performances scolaires. L'augmentation des effectifs complique la transmission des savoirs.

Et les professeurs, face aux nombreuses problématiques scolaires, familiales, culturelles ou psychologiques vécues par ces élèves, délaissent leur rôle premier et deviennent des éducateurs pour enfants en difficultés. Comme le temps d'enseignement s'en trouve dès lors réduit, certains parents suisses font le choix de placer leurs enfants en école privée et inévitablement la qualité de l'école publique, auparavant garantie, s'affaiblit.

## Nos valeurs judéo-chrétiennes et notre identité doivent être préservées



Charles Clerc, député, président du groupe UDC, Troistorrens (VS)

position religieuse de la population résidente, cela est un fait! Aujourd'hui notre pays compte plus de 400 000 personnes qui partagent la foi musulmane et en fonction de la démographie, ainsi que de la progression des naissances, l'Islam va se renforcer dans notre pays.

### L'Etat est dépassé

Si nous reconnaissons que ce n'est qu'une petite minorité de personnes de cette nouvelle communauté qui cultive des idées islamistes, les immigrants musulmans viennent très souvent de pays où il n'existe pas de système juridique démocratique. Ils arrivent souvent avec une idée de l'ordre et du droit qui ne sont guère compatibles avec notre système juridique et nos règles démocratiques.

La pression migratoire pousse notre pays dans ses derniers retranchements. Avec l'arrivée de plus de 80 000 immigrants chaque année, notre Etat n'est plus en mesure d'assurer l'intégration des nouveaux arrivés et il doit prendre en charge de plus en plus de personnes qui ne sont pas en mesure de subvenir à leurs besoins et recourent à nos institutions sociales.

Aujourd'hui, il est nécessaire en fonction de la pression migratoire de mettre en œuvre une politique au niveau constitutionnel.

# La démesure nuit à la Suisse !



Oskar Freysinger, conseiller national et d'Etat, chef du département de la formation et de la sécurité de l'Etat du Valais, vice-président UDC Suisse, Savièse (VS)

« A cause de la libre circulation des personnes, la Suisse ne peut plus décider combien d'étrangers peuvent immigrer, ni qui ni même quand ils doivent repartir. Si bien qu'aujourd'hui des milliers d'entre-eux finissent dans nos institutions sociales alors qu'ils ne sont établis en Suisse que depuis quelques jours. Avant la libre circulation des personnes, la Suisse pouvait décider combien d'immigrés elle acceptait, qui elle acceptait et quand ils devaient repartir. C'est exactement ce que demande l'initiative contre l'immigration de masse. »



Voici comment il faut voter pour que nous reprenions le contrôle de l'immigration dans notre pays

Plus d'informations:  
[www.immigration-massive.ch](http://www.immigration-massive.ch)



Sauvegarder  
notre patrie et  
nos coutumes:

donc, le 9 février

# OUI

à l'initiative populaire  
«contre l'immigration  
de masse»

## Moi aussi, je veux m'engager pour une Suisse libre, indépendante et souveraine.

- Je souhaite devenir membre de l'UDC de mon lieu de domicile/de mon district. Cette adhésion est comparable à celle à une société. Je verse une cotisation annuelle et je suis invité/e aux assemblées et manifestations.
- Merci de m'envoyer le programme politique de l'UDC Suisse.
- J'aimerais être informé/e sur les activités, les communiqués de presse et les articles de l'UDC Suisse. Merci de m'envoyer dès à présent votre newsletter à mon adresse courriel:
- .....
- Je fais distribuer le flyer directement via l'outil d'expédition [www.flyer-ueberall.ch/immigration-massive](http://www.flyer-ueberall.ch/immigration-massive) par courrier postal à la commune que j'ai choisie.
- Je mets à disposition mon terrain, ma grange, le mur de ma maison pour la pose d'affiches «La démesure nuit à la Suisse – stopper l'immigration massive». Veuillez m'envoyer
- \_\_\_ affiches papier F4 (format mondial = 89,5 cm x 128 cm)
- \_\_\_ affiches tout-temps A0 (rigides) (A0 = 84,1 cm x 118,9 cm)
- \_\_\_ affiches papier A3 (A3 = 29,7 cm x 42 cm)
- J'écris volontiers une lettre de lecteur et je souhaite votre aide à cet effet. Veuillez prendre contact avec moi.
- Je soutiens la campagne «La démesure nuit à la Suisse – stopper l'immigration massive» (les dons peuvent dans une certaine mesure être déduits de l'impôt cantonal et fédéral):
- Je verse Fr. \_\_\_\_\_ sur le **CCP 60-167674-9** du comité interpartis.
- Veuillez m'envoyer un **bulletin de versement** de l'UDC Suisse.

### Adresse :

Nom / prénom

.....

Rue

.....

NP / lieu

.....

Téléphone

.....

Courriel

.....

Date / signature

.....

Merci de remplir le talon et de le renvoyer à l'adresse suivante :

UDC Suisse  
Secrétariat général  
Case postale 8252  
3001 Berne  
Tél. 031 300 58 58  
Fax 031 300 58 59  
E-mail [info@udc.ch](mailto:info@udc.ch)

[www.udc.ch](http://www.udc.ch)

